



MAHMOUD ZAYYAT/AFP/GETTY IMAGES

Le pouvoir de l'Iran s'affaiblit-il ?

Les manifestations massives en Irak et au Liban cherchent à annuler 40 ans de travail iranien. Réussiront-elles ? La prophétie biblique répond.

- Brent Nagtegaal
- [24/01/2020](#)

L'Irak et le Liban sont des pays très différents, mais au cours de ces derniers mois, ils ont connu des troubles similaires : les rues grouillent de manifestants, et pour des raisons similaires.

De nombreux Irakiens et Libanais reconnaissent qu'une force puissante s'ingère dans leur politique, et ils réagissent contre elle.

Cette force, c'est l'Iran.

Ces protestations inquiètent les dirigeants iraniens. Si les gouvernements de l'Irak et du Liban cèdent à la volonté du peuple, le contrôle des Iraniens sur ces nations sera terminé. L'Iran fait donc tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher que les demandes du peuple ne soient satisfaites.

Ces manifestations révèlent une tension fondamentale entre les gouvernements pro-iraniens et des segments de la population anti-iraniens. Que va-t-il se passer ? Ces deux pays resteront-ils dans le camp de l'Iran, ou les manifestants l'emporteront-ils ? La prophétie biblique répond.

Le Liban

Les manifestations ont commencé au Liban le 17 octobre 2019. Depuis 2015, les Libanais ont subi quotidiennement des coupures d'eau et d'électricité, ont connu des difficultés dans l'évacuation des eaux usées et la présence d'ordures dans les rues, le gouvernement s'étant avéré incapable de répondre aux besoins fondamentaux de sa population. En octobre, l'annonce de nouvelles taxes sur l'utilisation des programmes d'appels en ligne, tels que *WhatsApp* et *Telegram*, a fait basculer le pays. Si vous avez vécu au Moyen-Orient, vous savez que vous ne pouvez pas toucher au *WhatsApp* des gens.

Les petites manifestations ont rapidement dégénéré, et sont devenues les plus grandes manifestations du Liban, depuis des décennies. Fermeture des universités et des écoles. Les banques ont limité le montant que les gens pouvaient retirer. La vie normale au Liban a dérapé et s'est arrêtée. En l'espace d'une semaine, plus d'un million de Libanais, soit près d'un quart de la population, étaient descendus dans la rue pour réclamer des changements fondamentaux.

Alors que le peuple exigeait la démission des mêmes dirigeants qui gouvernent depuis la fin de la guerre civile en 1990, *Kilon yanni kilon* (« tous signifie tous ») est devenu son mantra. À l'époque, une démocratie sectaire avait été mise en place pour tenir compte de la diversité de la population religieuse du Liban. D'anciens seigneurs de guerre, des généraux et chefs tribaux qui revendiquaient la direction sur les sectes sunnites, chiites, chrétiennes et druzes sont devenus des dirigeants politiques représentant ces différentes factions.

Ces dirigeants et leur progéniture ont régné depuis lors, et les manifestants les considèrent comme des familles politiques

corrompues et mafieuses qui s'enrichissent et préservent leur pouvoir plutôt que de servir le peuple. Les révolutionnaires exigent que tous ces dirigeants familiers s'en aillent, et laissent le peuple mettre en place un gouvernement de technocrates, soi-disant experts sans affiliation sectaire.

Naturellement, la classe politique a des points de vue différents. Les manifestations ont forcé la démission du Premier ministre Saad Hariri, mais le président chrétien Michel Aoun, qui est aligné sur le puissant groupe terroriste Hezbollah, reste en place. Dans une interview du 12 novembre, il a déclaré que si les manifestants « ne voient pas quelqu'un de bien dans cet État, alors qu'ils émigrent ».

Hala Nasreddine faisait partie des milliers de personnes qui ont défilé devant le palais du président après ces remarques. « Ses paroles étaient offensantes ; c'était une insulte. Cela n'a fait qu'exaspérer tout le monde, et mettre tout le monde très en colère », a-t-elle déclaré à Al Jazeera. « Si quelqu'un devait quitter ce pays, ce devrait être lui et ses copains. »

M. Aoun ne s'en ira pas facilement. Non seulement il est motivé pour préserver son pouvoir, mais de plus il a le soutien de l'Iran. Le mandataire de l'Iran, le groupe chiite Hezbollah, est le faiseur de rois au sein de l'actuel Parlement libanais, et veut conserver *son* pouvoir.

Ce que cela signifie pour le Hezbollah

Après la guerre civile au Liban, la seule milice autorisée à garder ses armes était le Hezbollah, qui est basé principalement dans le sud du Liban. La raison en était que le Hezbollah devait protéger le Liban d'une éventuelle invasion israélienne. Dans les années qui ont suivi, le Hezbollah a engagé des échanges meurtriers avec Israël, mais il a également utilisé sa position pour vaincre ses rivaux politiques. Lors des dernières élections, en 2018, le Hezbollah a remporté suffisamment de sièges et de postes ministériels pour faire de lui, de facto, le dirigeant politique du pays.

Maintenant, le Hezbollah ne permettra pas aux manifestants d'annuler ses années de travail acharné. Cependant, plus le gouvernement manque de répondre aux besoins essentiels des gens et refuse d'accéder à leurs demandes, plus le Hezbollah s'expose aux critiques.

Étonnamment, de nombreux chiites et même certains partisans du Hezbollah commencent à exprimer du mépris pour leurs dirigeants. « Pour la première fois depuis la création du Hezbollah dans les années 1980, les chiites libanais se retournent contre lui », a écrit Hanin Ghaddar pour le *Washington Institute for Near East Policy*. « À Nabatieh, le cœur du groupe dans le sud du Liban, des manifestants chiites ont même incendié les bureaux des dirigeants du Hezbollah » (22 octobre 2019).

Un combattant du Hezbollah qui est revenu des combats en Syrie a déclaré au *Christian Science Monitor* qu'il en avait assez d'être sous-payé alors que l'élite du Hezbollah vit toujours luxueusement. « Le plus important, c'est que si quelqu'un ne peut nourrir et soutenir sa famille, qu'a-t-il à faire avec le Hezbollah ?... Et ils [les dirigeants] conduisent des Range Rover, sont très riches, et ne se soucient de personne. C'est un gros problème. Les gens n'en peuvent plus » (12 novembre 2019).

Le Hezbollah semble n'avoir aucune bonne solution. S'il tente de forcer physiquement les manifestants à quitter la rue, les gens résisteront. « Si le Hezbollah tente d'intimider, lui-même, les manifestants et se déplace dans les zones de sectes religieuses non chiites pour ce faire, cela conduirait presque certainement à la guerre civile », a écrit le rédacteur de *Diwan*, Michael Young (13 novembre 2019).

Les États-Unis, le Royaume-Uni et d'autres considèrent les ailes politiques et militaires du Hezbollah comme des entités terroristes. Les rapports indiquent que les États-Unis et d'autres veulent offrir au Liban un plan de sauvetage financier conditionné par le retrait du Hezbollah hors du gouvernement. Si le Hezbollah et d'autres dirigeants tentent un compromis avec les protestataires, préservant ainsi leur propre pouvoir, et que la nation se voit refuser l'argent de l'aide, le peuple sera de retour dans la rue.

Il semble que le sort du Liban repose sur le prochain mouvement du Hezbollah. Mais il est difficile de voir comment le Hezbollah pourrait sortir vainqueur.

L'Irak

Les Irakiens ont commencé à manifester dans les rues contre le gouvernement le 1^{er} octobre 2019. Leurs problèmes étaient similaires à ceux du Liban : une pénurie persistante de logements, un approvisionnement en électricité instable, un taux de chômage élevé et une corruption politique. Mais ce ne sont pas les seules raisons des protestations.

Les Irakiens ont également été troublés par l'éviction d'un général populaire, Abdul-Wahab al-Saadi, qui a joué un rôle déterminant dans la lutte contre l'État islamique. Selon l'analyste irakien Johnathan Spyer, Abdul-Wahab al-Saadi était considéré comme un nationaliste irakien, indépendant de l'Iran. Les citoyens irakiens considèrent son congédiement comme une mesure flagrante des Unités de mobilisation populaire liées à l'Iran pour éliminer un rival. En d'autres termes, cela symbolisait le pouvoir que les groupes soutenus par l'Iran détiennent à l'intérieur de l'Irak.

La colère contre l'Iran était déjà montée. Depuis la destitution de l'ancien président irakien, Saddam Hussein, en 2003, l'Iran n'a cessé de gagner du pouvoir politique en Irak. Par la diplomatie et surtout par le biais des milices des Unités de

mobilisation populaire, il a infiltré l'armée, le Parlement et les hauts postes ministériels de l'Irak, et a même influencé le choix de son Premier ministre actuel.

Selon un récent rapport du *New York Times*, les partis liés à l'Iran détiennent maintenant au moins cinq grands ministères, y compris le lucratif ministère de l'Intérieur, qu'il peut utiliser pour récompenser et habiliter d'autres éléments pro-iraniens dans la société irakienne. « Cela leur donne accès à des milliers de postes à responsabilités, à des contrats, à des subventions, et engendre la corruption que les manifestants condamnent », a écrit Alissa Rubin (*New York Times*, 4 novembre 2019).

De nombreux Irakiens se sont tout simplement lassés de la combinaison d'une mauvaise qualité de vie et de l'aggravation de l'infiltration iranienne.

Le lendemain du début des manifestations, l'Iran aurait envoyé Qassem Suleimani, chef de la Force Quds du Corps des gardiens de la révolution islamique, en Irak. En tant qu'émissaire direct du guide suprême à Téhéran, Qassem Suleimani a adressé un message au gouvernement de Bagdad : Utilisez tous les moyens nécessaires pour arrêter les manifestations. En l'espace d'une semaine, des affrontements entre manifestants et le gouvernement irakien ont fait plus de 100 morts. Reuters a rapporté plus tard que des tireurs d'élite embusqués appartenant à des milices soutenues par l'Iran avaient été déployés sur les toits entourant les manifestants avec l'ordre de tirer pour tuer.

Plutôt que de pousser les gens à fuir la rue, cette répression les a galvanisés encore plus dans leur protestation. Beaucoup étaient convaincus que l'Iran était derrière le massacre. Le sentiment qui dominait de plus en plus chez les manifestations était le ressentiment envers l'Iran. Des manifestants ont brûlé des photos de Qassem Suleimani et de l'ayatollah Ali Khamenei. Beaucoup ont scandé : « L'Irak est libre ; Iran, dehors ! »

Bientôt, Bagdad a été inondée par des centaines de milliers d'Irakiens, et des dizaines de milliers ont rempli d'autres grandes villes. Les Irakiens ont pris d'assaut le consulat iranien dans la ville sainte chiite de Karbala, en Irak, escaladant les barrières en béton de l'enceinte et jetant des pierres et des bombes incendiaires. À l'extérieur, une foule scandait : « Iran, dehors ; hors d'Irak », alors qu'ils brûlaient des drapeaux iraniens et hissaient le drapeau irakien. Des manifestations similaires ont envahi la ville portuaire de Bassora, dans le sud du pays, où les Irakiens criaient : « Arrêtez l'occupation perse de l'Irak arabe ».

Qassem Suleimani est revenu à Bagdad le 31 octobre et a exigé que le gouvernement utilise plus de force. « Nous, en Iran, savons faire face aux manifestations », a-t-il déclaré aux responsables irakiens, selon *Haaretz*. « Cela s'est produit en Iran, et nous avons maîtrisé la situation. » Il y a des preuves que la Force Quds de Qassem Suleimani opère déjà à l'intérieur de l'Irak pour mener la répression.

À la mi-novembre, plus de 300 manifestants furent tués. Le gouvernement irakien tient bon.

Ce que nous réserve l'avenir

Les manifestations en Irak et au Liban ont des motifs similaires. Dans les deux pays, une très grande méfiance de la population à l'égard des dirigeants et de mauvaises conditions de vie a irrité les gens contre l'influence puissante de l'Iran. Comme l'a écrit Johnathan Spyer : « Dans les situations libanaise et irakienne, une fois que les décorations, les fictions et les formalités sont retirées, les manifestants sont confrontés à une structure politico-militaire non élue, armée et totalement impitoyable, qui est le décideur final et qui exerce le pouvoir dans le pays. Cette structure, à son tour, est contrôlée par l'Iran » (*Jerusalem Post*, 31 octobre 2019).

Pourtant, la réponse de l'Iran et de ses mandataires dans ces deux pays ne pourrait être plus différente. Au Liban, le Hezbollah a pris soin de ne pas arrêter par la force la manifestation, du moins pas encore. En Irak, l'Iran a autorisé la force meurtrière le deuxième jour.

La différence révèle le contraste entre le grand pouvoir que l'Iran détient en Irak et sa position plus fragile au Liban.

L'Iran partage une frontière de 1,600 kilomètres avec l'Irak, et son influence sur place lui permet de manifester du pouvoir à travers la région. Perdre l'Irak réduirait considérablement le pouvoir iranien. « Si [les manifestations] ne sont pas arrêtées rapidement, elles pourraient saper la base de contrôle la plus importante de l'Iran au Moyen-Orient », écrivait Zvi Bar'el pour *Haaretz* le 4 novembre. L'Iran craint que les manifestations en Irak ne débordent en Iran même et ne menacent le régime qui s'y trouve. L'Iran se soucie également des 12 milliards de dollars de transactions qu'il partage avec l'Irak chaque année. C'est essentiel pour aider l'Iran à atténuer l'effet des sanctions des États-Unis sur l'économie iranienne. Comme l'a ajouté Zvi Bar'el, la capacité de l'Iran à contrôler l'Irak « établit le statut de l'Iran en tant que superpuissance régionale ».

L'Iran a travaillé pendant 40 ans pour finalement soumettre l'Irak, et il a presque réussi. Les manifestations de masse montrent que les Irakiens ont pris conscience du fait que leur nation n'est pas la leur.

L'audace avec laquelle Qassem Suleimani s'envole pour Bagdad pour dire au gouvernement ce qu'il faut faire montre comment les ambitions stratégiques de l'Iran dépasseront les aspirations nationales de l'Irak. L'Iran ne peut pas se permettre de perdre l'Irak, et il ne reculera devant rien pour y préserver son emprise, même s'il doit envoyer ses forces.

Au Liban, il y a encore un espoir d'être débarrassé des chaînes de la domination iranienne. Alors que le contrôle de l'Iran

sur le Hezbollah est total, les chiïtes forment une minorité au Liban, contrairement à l'Irak. L'Iran ne renoncera pas facilement à son contrôle sur le Liban, mais si les troubles dans ce pays et en Irak obligent l'Iran à choisir lequel des deux défendre, il choisira l'Irak. Il est également possible que la communauté internationale apporte un soutien total, et même de l'aide militaire, pour débarrasser le Liban du Hezbollah.

Étonnamment, un Liban libre de toute influence iranienne et un Irak contrôlé par l'Iran étaient prévus depuis longtemps.

Basé sur la prophétie, le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, a fait deux prévisions pertinentes depuis plus de 20 ans : 1) l'Irak tombera sous le joug de l'Iran ; et 2) le Liban se séparera de l'Iran. Il fonde ces prévisions sur deux passages de l'Écriture qui prophétisent la formation de deux alliances du Moyen-Orient dans ce que la Bible appelle « le temps de la fin ».

Le premier, trouvé dans Psaumes 83, détaille une alliance de nations qui comprend « Gebal » (un autre nom pour Byblos, situé dans le Liban moderne) et les « habitants de Tyr » (situés dans le sud du Liban). Pour la plupart, les Libanais d'aujourd'hui sont les descendants de leurs anciens homologues bibliques. « Gebal » et les « habitants de Tyr » sont les Libanais d'aujourd'hui. D'autres nations de cette alliance de Psaumes 83 sont la Turquie, la Syrie, la Jordanie et l'Arabie saoudite.

Cette alliance de pays modérés du Moyen-Orient est en grande partie une alliance *anti-iranienne*. Cela indique que le Liban passera des mains d'un agent de l'Iran à celles d'un adversaire. Une volte-face aussi spectaculaire ne pourrait probablement pas se produire si le Hezbollah devait maintenir son pouvoir au Liban. Nous pouvons en déduire que le pouvoir du Hezbollah sera considérablement réduit ou même éliminé, d'une manière ou d'une autre. Compte tenu du bon armement du groupe, cela pourrait bien entraîner une guerre civile.

La seconde prophétie se trouve dans Daniel 11 : 40, qui parle d'un « roi du Sud » se levant « au temps de la fin ». Cette puissance possède suffisamment de force pour un heurt provocateur contre « le roi du Nord », terminologie prophétique pour identifier une superpuissance européenne dirigée par l'Allemagne. En 1993, M. Flurry a identifié le roi du Sud comme étant l'Islam radical, dirigé par l'Iran, et les événements ont fortement confirmé cette analyse.

À l'époque, M. Flurry avait explicitement averti que l'Iran finirait par dominer l'Irak. Dans son article de décembre 1994, « Is Iraq About to Fall to Iran? » [L'Irak est-il sur le point de tomber aux mains de l'Iran ?], il écrit : « Le pays [islamique] le plus puissant du Moyen-Orient est l'Iran. Pouvez-vous imaginer la puissance qu'il aurait s'il prenait le contrôle de l'Irak, le deuxième plus grand pays producteur de pétrole au monde ? Si c'est le cas, il semble y avoir peu de doute que l'Iran soit à la tête du roi du Sud (Daniel 11 : 40) ».

Dix ans plus tard, juste après l'invasion de l'Irak par les États-Unis, M. Flurry écrivait : « Cela peut sembler choquant, étant donné la présence américaine dans la région en ce moment, mais la prophétie indique que, dans la poursuite de son objectif, l'Iran va probablement PRENDRE LE CONTRÔLE DE L'IRAK ».

Nous assistons, maintenant, à la réalisation complète de cette prévision alors que l'Iran en arrive au point de dicter les conditions à l'Irak.

Ces deux prophéties trouvées dans Psaumes 83 et dans Daniel 11 constituent la base de notre compréhension des futures relations entre nations du Moyen-Orient et le fondement de notre analyse sur le Moyen-Orient.

De plus, la rapidité avec laquelle ces alliances se forment est un rappel de l'époque crucialement importante dans laquelle nous vivons. Ces prophéties sont les signes avant-coureurs de l'événement prophétique le plus décisif : le retour de Jésus-Christ.

Comme le dit Daniel 12 : 9, Dieu voulait que ces prophéties soient « scellées jusqu'au temps de la fin ». Le fait que ces prophéties aient été descellées montre que nous sommes au temps de la fin. Mais maintenant, elles sont plus que simplement descellées : le fait qu'elles sont en train d'être *accomplies* montre que nous nous rapprochons de leur conclusion spectaculaire.

Quand le Christ viendra, Il inaugurera une ère de gouvernement efficace établi sur la loi de Dieu. Les dirigeants égoïstes et corrompus seront de l'histoire ancienne. Et des mouvements de protestation comme ceux du Liban et de l'Irak n'auront plus jamais de raison d'envahir les rues.



Téléchargez, ou commandez votre copie gratuite de

Le roi du sud

maintenant en cliquant ici.